

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/TBT/Notif.95.56

2 mars 1995

(95-0434)

Comité des obstacles techniques au commerce

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>PAYS-BAS</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Ministère du logement, de l'aménagement de l'espace et de l'environnement
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Matériel de dilacération
5.	Intitulé et nombre de pages du texte notifié: Projet d'arrêté concernant la réglementation des rejets des entités autres que celles dénommées "institutions"
6.	<p>Teneur: Règles prescrivant que les entités autres que celles dénommées "institutions" (c'est-à-dire les entités autres que celles visées à l'article 1.1, alinéa 3 de la Loi sur la protection de l'environnement (wm), institutions visées) doivent rejeter leurs effluents ménagers et industriels dans les égouts publics. Cet arrêté est destiné à donner effet à la Directive 91/271/CEE (Journal officiel des Communautés européennes (JOCE) L 135) et à couvrir des questions qui s'y rattachent:</p> <p>a) effluents industriels: article 5: mise en application de l'article 11, par. 2 de la Directive 91/271/CEE (JOCE L 135). Articles 2 et 3: les résidus industriels gardés séparés des effluents industriels ne peuvent pas être rejetés dans les égouts publics et les effluents dangereux ne peuvent l'être que dans la mesure où cela est expressément autorisé par une exemption. Les exemptions accordées par les maires et les conseils municipaux conformément à l'article 10.47, alinéa 1 wm peuvent être assorties de prescriptions plus détaillées.</p>

<p>b) effluents ménagers: article 5: s'applique aussi aux effluents ménagers. Article 4: interdiction d'introduire des résidus ménagers dilacérés dans les canalisations et les égouts. Pas d'autres prescriptions, exemption prévue à l'article 10.15, alinéa 2 b) wm possible. Une autre prescription de l'article 5 habilite les maires et les conseils municipaux à énoncer des règles visant à garantir le bon fonctionnement des canalisations, des égouts et des installations de purification des effluents (rwzi) ou un traitement approprié des sédiments provenant des égouts ou de la rwzi.</p>
<p>7. Objectif et justification: Dans le contexte de la mise en application de la loi visée dans la rubrique 8, le règlement type de 1992 concernant les rejets à l'égout, généralement adopté en totalité ou en partie par les collectivités locales, est en train d'être remplacé par un système obligatoire. Ce changement n'aura pas d'effets négatifs sur l'environnement.</p>
<p>8. Documents pertinents: Documents de référence:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Loi du 2 novembre 1994 portant modification de la Loi sur la protection de l'environnement et de la Loi sur la pollution des eaux de surface par les effluents (Journal officiel n° 798). 2. Règlement type de 1992 concernant les rejets à l'égout (Association des communes néerlandaises)
<p>9. Dates projetées pour l'adoption et l'entrée en vigueur: 31 août 1995</p>
<p>10. Date limite pour la présentation des observations: 20 avril 1995</p>
<p>11. Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse et numéro de télécopie d'un autre organisme:</p>